



ASSEMBLÉE NATIONALE

12ème législature

cotisations

Question écrite n° 89809

Texte de la question

M. Bernard Depierre souhaite attirer l'attention de M. le ministre des petites et moyennes entreprises, du commerce, de l'artisanat et des professions libérales sur l'article 6 de l'ordonnance du 8 décembre 2005 instituant un interlocuteur social unique chargé du recouvrement des cotisations des travailleurs indépendants. Les dispositions de l'article 6 de l'ordonnance sur l'ISU (interlocuteur social unique) précisent notamment que le RSI (régime social des indépendants) « peut confier » à des organismes conventionnés parmi lesquels figure désormais le régime général, la gestion des prestations d'assurance maladie. Cette disposition ne semble pas être conforme au texte de la loi d'habilitation du 9 décembre 2004 ni à l'intention du législateur qui a souhaité que le RSI « délègue » ces missions aux seuls organismes conventionnés assureurs et mutualistes. Il souhaite donc que cette ambiguïté soit clarifiée.

Texte de la réponse

Le Gouvernement a engagé la réforme de la protection sociale des travailleurs indépendants afin de simplifier la vie professionnelle des entrepreneurs. Cette réforme se traduit par la mise en place d'un interlocuteur social unique (ISU) et par la création du régime social des indépendants (RSI), réunissant les risques maladie, vieillesse et invalidité-décès. Dans ce cadre, les organismes conventionnés seront amenés à gérer, à compter de la mise en place effective de VISU, l'ensemble des prestations maladie des professions indépendantes (actifs, invalides et retraités). Conformément à l'article 6 de l'ordonnance du 8 décembre 2005 instituant VISU, l'encaissement des cotisations maladie des professions libérales demeure délégué aux organismes conventionnés. Par ailleurs, l'effectivité de la délégation de gestion des prestations maladie par le RSI aux organismes conventionnés est acquise pour les trois groupes professionnels (artisans, commerçants et professions libérales). Les travaux conjoints sur la rédaction de la convention nationale d'objectifs et de moyens entre le RSI et les organismes nationaux et celle de la convention type vont être engagés prochainement entre les parties contractantes. Ils conduiront à la signature des délégations de gestion dans le courant de 2006, pour une durée de six années, comme pour les précédentes conventions. Enfin, la faculté ouverte par l'ordonnance d'un élargissement du conventionnement par

Version web : <https://www.assemblee-nationale.fr/dyn/12/questions/QANR5L12QE89809>

le RSI à des organismes relevant du code de la sécurité sociale a pour seul objectif d'assurer la continuité du service public des prestations dans le cas d'un désengagement des organismes conventionnés actuels, faculté de retrait inhérente à tout contrat, ou d'une incapacité à assurer leur délégation de gestion.

Données clés

- Auteur : [M. Bernard Depierre](#)
- Circonscription : Côte-d'Or (1^{re} circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire
- Type de question : Question écrite
- Numéro de la question : 89809
- Rubrique : Sécurité sociale
- Ministère interrogé : PME, commerce, artisanat et professions libérales
- Ministère attributaire : PME, commerce, artisanat et professions libérales

Date(s) clée(s)

- Question publiée le : 21 mars 2006, page 2976
- Réponse publiée le : 23 mai 2006, page 5521